Le “Green New Deal” est-il nouveau pour le Sud ?

Thursday 4 June 2020, by KOLINJIVADI Vijay, KOTHARI Ashish (Date first published: 31 May 2020).

Les manifestes du Green New Deal aux États-Unis et au Royaume-Uni comptent parmi les propositions les plus progressistes du monde industrialisé, mais ils restent imparfaits du point de vue du Sud global colonisé et ne sont pas à la hauteur des changements systémiques fondamentaux dont nous avons besoin pour sauver la vie sur terre.

L’année 2019 et les premiers mois de 2020 ont attiré l’attention de tous sur des crises écologiques connexes, dans une mesure jamais vue auparavant. Même avant le lancement de COVID-19, de nombreuses crises ont attiré l’attention du monde entier. Les feux de forêt qui font rage en Amazonie brésilienne, des températures estivales inouïes en Antarctique, des inondations sans précédent dans le Midwest américain, les canicules estivales prolongées en Europe et les innombrables morts d’animaux causées par les énormes feux de brousse en Australie : ces événements et d’autres ont fait la une des journaux du monde entier.

En même temps, une série de conflits, de coups d’État violents et de preuves de plus en plus visibles d’inégalités de richesse tout à fait honteuses ont entraîné des demandes de changement social sans précédent en provenance du Chili, de l’Équateur, de la Bolivie et d’autres pays d’Amérique latine, mais aussi de l’Inde, de la France, du Liban, d’Haïti, de l’Algérie, du Soudan et d’autres pays. Partout en Europe et en Amérique du Nord, des mouvements de jeunes se sont rassemblés dans les rues chaque vendredi pour réclamer la justice climatique et un avenir digne d’être vécu. L’Inde a été le théâtre d’une grève générale des travailleurs de 250 millions de personnes le 8 janvier de cette année, ce qui en fait la plus grande grève de l’histoire mondiale. Et maintenant, le monde est aux prises avec une paralysie de l’activité à une échelle jamais vue auparavant, due à un virus microscopique.

Si les causes de ces crises sociales et écologiques sont variées et ont émergé de contextes géographiques spécifiques, il existe un point commun frappant avec les réponses progressistes qui y sont apportées : les appels à l’autonomie par rapport aux États oppressifs et une résistance croissante aux élites mondiales avides de profit et de pouvoir qui poussent constamment les hommes et la nature au-delà du point de tolérance. Mais la réponse correspondante des États a été très différente, allant de la répression et de la diffamation des mouvements par les partis et les gouvernements de droite, à des hochements de tête appréciatifs et à un semblant de mesures politiques positives de la part de quelques régimes de gauche ou welfaristes. Seuls quelques hommes politiques de premier plan ont osé dire quelque chose de fondamentalement différent.

Parmi les plus radicaux, on peut citer le manifeste du “Green New Deal” de Bernie Sanders, autrefois candidat à la présidence des États-Unis, ainsi que les déclarations et manifestes parallèles de Jeremy Corbyn, ancien candidat au Premier ministre britannique. Le Green New Deal (GND), dans ses différentes variantes, propose une alternative à la destruction sociale et écologique du modèle de développement dominant et à certains de ses principaux architectes tels que l’industrie des combustibles fossiles. Ils visent en particulier les dévastations causées, et bien pire encore, par

la crise climatique. Pourtant, un GND visant à transformer les économies des régions trop développées du monde a des implications pour les vies, les moyens de subsistance et la nature des pays dits “en développement”.

Dans cet article, nous examinons la mesure dans laquelle le GND dans ses variantes américaine et britannique, s’attaque aux forces systémiques qui perpétuent les inégalités et la dégradation écologique dans le Sud et dans les sections marginalisées de la société à travers le monde qui, depuis l’époque coloniale, ont servi de zones de sacrifice pour l’extraction et les déchets. Pour répondre à cette question, il est essentiel d’examiner ce que les politiques de développement durable impliqueraient pour des endroits comme l’Inde et d’autres régions du Sud, qui continuent à assumer les coûts et à soutenir le “progrès” des populations urbaines privilégiées en Occident et, de plus en plus, de la classe moyenne supérieure dans les villes du Sud également.

Le Green New Deal comme “déplacement des coûts” du capital ?

La centrale thermique Torrent Power à Sabarmati, Ahmedabad, est l’une des plus anciennes centrales électriques au charbon de l’Inde. Ahmedabad, comme beaucoup d’autres villes indiennes, a l’un des pires niveaux de pollution de l’air au monde. Le ministre en chef de Delhi, Arvind Kejriwal, a comparé l’air de cette ville à une “chambre à gaz” où le simple fait de respirer équivaut à fumer plus de 50 cigarettes par jour. Une transition vers des énergies plus propres et renouvelables est plus que jamais nécessaire, non seulement pour lutter contre le sort quotidien de milliards de personnes dans les pays en développement rapide, qui doivent faire face à une pollution intolérable et à des déplacements et des dépossessions massifs pour l’exploitation minière, les centrales électriques ou les lignes de transmission, mais aussi dans la lutte mondiale pour inverser la tendance du changement climatique.

Pourtant, dans un monde ancré dans le capitalisme et l’étatisme mondial (fondé sur la masculinité, le racisme et le système des castes), les pays “riches en ressources financières et pauvres en ressources” se tournent de plus en plus vers les pays et régions “riches en ressources” du Sud pour assurer leurs besoins alimentaires et énergétiques. Alors que les acteurs traditionnels (comme l’Amérique du Nord et l’Europe) qui ont été à la “frontière” des poursuites impérialistes sont toujours dans le jeu, de nouveaux acteurs comme l’Inde et la Chine veulent également une part du gateau. En effet, la notion même de “développement national” perd de plus en plus de sa pertinence à une époque où les sociétés transnationales soutenues par l’État s’emploient à déposséder les populations de leurs terres et de leur souveraineté alimentaire et culturelle aux niveaux national, régional et mondial.

L’Inde, par exemple, est active à la fois en interne dans des stratégies d’“accaparement des terres” pour les biocarburants, le développement industriel, les parcs d’affaires et les infrastructures de transport, et à l’étranger pour alimenter le boom des investissements dans les gisements de minéraux ou les projets agro-industriels. Parmi ces derniers, on peut citer les entreprises indiennes (soutenues par leur gouvernement) qui participent à la production d’“énergie verte” dans le désert d’Atacama au Chili, sous l’égide du “développement durable” dans le secteur minier, et à l’accaparement d’énormes quantités de terres agricoles et de pâturages en Éthiopie, prétendument pour aider l’économie locale.

Sans tenir compte de l’économie politique plus large de la production économique mondialisée qui transcende les frontières nationales, un GND en Europe, aux États-Unis, au Canada ou en Inde ne sera qu’une façade pour dissimuler une quête impérialiste sous-jacente de nature et de main-d’œuvre bon marché pour satisfaire les demandes (de plus en plus “écologiques”) des personnes les plus riches. En d’autres termes, un GND doit réviser la culture du “déplacement des coûts” qu’exige le développement mondialisé ; c’est très différent d’une simple transition vers une économie

énergétique “verte” plus efficace.

En Inde, où la production d’énergie solaire est devenue la moins chère du monde, la transition vers la production d’énergie renouvelable ne pourrait être plus bénéfique. Mais si la décentralisation de la production d’énergie pour assurer la souveraineté en matière d’énergie propre au niveau des panchayats ou des municipalités urbaines est une lueur d’espoir, la transition de mégalopoles entières basées sur le charbon pour maintenir et renforcer le commerce et la production par la production industrielle d’énergie renouvelable est une toute autre affaire.

L’évolution vers des infrastructures de transport plus efficaces, comme les véhicules électriques, et la prolifération de la numérisation et de l’utilisation d’appareils compatibles avec le wifi dans tous les secteurs de la société et de l’économie indiennes ont offert des possibilités de s’éloigner des industries pétrolières et gazières polluantes. Dans le même temps, elle a stimulé la quête d’acquisition de terres et de matières premières minérales dans le pays et à l’étranger pour assurer une telle production. Le projet de l’Inde de faire passer tous les véhicules à l’énergie électrique dans une décennie nécessitera une course à l’extraction “sur un pied de guerre” avec la Chine pour acquérir des réserves critiques de lithium et de cobalt dans des endroits comme le Congo, la Bolivie et le Chili.

Les batteries lithium-ion, le cobalt, le néodyme, le silicium et le coltan sont essentiels pour les batteries des véhicules électriques, les ordinateurs et les appareils mobiles. La demande croissante de ces produits de la part des plus grandes entreprises mondiales, dont Google, Apple et Microsoft, a entraîné des conditions de travail parmi les plus déplorables au monde, dans lesquelles les femmes enceintes sont souvent impuissantes à s’empêcher, ainsi que leurs enfants, de travailler dans les mines. Cette situation a également perpétué directement l’un des plus anciens conflits armés d’Afrique.

La réduction des risques en Inde, qui s’éloigne du charbon polluant et de l’air irrespirable pour s’orienter vers une société de haute technologie, alimentée par les énergies renouvelables, signifie la création de risques au Congo, où des vies jugées moins précieuses doivent en supporter le coût. Elle signifie également la création de dommages au niveau national, dans les prairies du Kachchh et de l’Andhra Pradesh, sur les côtes du sud de l’Inde et dans le désert du Rajasthan, où la faune, les agriculteurs et les éleveurs sont confrontés à une prise de contrôle toujours plus importante des territoires dont ils dépendent.

Le capitalisme racial, l’(éco)fascisme et le Green New Deal

Ce récit “aucun mal ici n’est un mal là” reflète tous les aspects d’une guerre de classe mondiale, avec des divisions selon des critères de race, de classe et de sexe. Pendant ce temps, le renforcement de l’impérialisme frontalier, justifié par des considérations ethno-nationalistes et xénophobes, fait en sorte que les divisions du travail restent confinées à des conditions de travail très spécifiques qui augmentent la précarité de la vie des migrants.

La recherche du capital mondial pour “obtenir quelque chose” et ne payer aucun des coûts a pris de plus en plus une tournure fasciste d’extrême droite. L’adoption du registre national des citoyens et de la loi de 2019 portant modification de la loi sur la citoyenneté en Inde, dont l’objectif est de renforcer une vision hindoue suprémaciste du développement, tout en qualifiant d’“anti-nationale” toute dissidence à l’encontre de cette vision, en est un exemple. Le fait que l’Inde, sous la direction de Narendra Modi, se mobilise également pour répondre aux exigences impérialistes du capital mondial en matière de ressources lui permet non seulement d’extraire les ressources et le travail des personnes et de la planète, mais aussi de fermer les yeux et de faire de quiconque en subit les conséquences des victimes. Ce n’est pas différent des États-Unis sous Trump, du Brésil sous

Bolsonaro, de la Turquie sous Erdogan, des Philippines sous Duterte, de la Russie sous Poutine, ou de certains États membres de l'Union européenne sous des programmes de partis de plus en plus à droite.

Dans la mesure où un GND n'inverse pas fondamentalement ces modèles, il est très peu probable que les types de changements sociaux transformationnels qu'il recherche soient atteints. Des services sociaux abondants et la reconstitution des biens communs, par exemple dans l'UE, ne peuvent pas se faire en déplaçant vers des endroits comme le Congo les lourdes charges des besoins matériels et énergétiques pour une telle transition.

Les hiérarchies profondément ancrées du capitalisme racial et patriarcal, issues de l'esclavage (des peuples et des femmes "de couleur") et de l'accumulation de richesses par les oppresseurs coloniaux, ont façonné les modèles de développement et de consommation mondiaux, tant historiques que contemporains. Elles ont permis à des pays comme l'Inde et la Chine de répondre aux besoins de production pour la consommation dans l'UE, aux États-Unis, au Canada et en Australie, tout en s'attaquant aux pays et aux communautés du Sud et à leurs propres écosystèmes et peuples marginalisés pour obtenir des matières premières pour leur propre développement.

Ces modèles racialisés d'impérialisme des ressources vont d'interventions militaires manifestes à des cycles de politiques d'ajustement structurel axés sur la dette, en passant par la discipline des économies nationales pour qu'elles acceptent les conditions d'un flux de capitaux illimité et des conditions de travail dégradantes. C'est un mode de développement structurellement fondé sur la déshumanisation ; en effet, sans cela, il ne pourrait pas aller de l'avant. Il a imposé des modes de consommation fondés sur la dissimulation du caractère socialement et écologiquement destructeur de la production et de la distribution qui se cache derrière les biens de consommation.

La destruction écologique est soit totalement ignorée dans la plupart des cas, soit, au mieux, traitée par les États et les entreprises comme une nuisance pesante qui doit être résolue techniquement, administrativement ou financièrement afin qu'elle cesse d'interférer avec le pouvoir des entreprises et des États et leurs modèles de développement. En fait, la destruction écologique est même utilisée comme levier pour renforcer le pouvoir capitaliste.

Certains ont lancé un appel à l'alerte en affirmant qu'un GND qui traite le changement climatique comme une "menace" pour la sécurité est en soi une reconnaissance irresponsable du fait que le statu quo (sans doute sans changement climatique) est en quelque sorte "sûr". Pour les milliards de corps noirs et bruns qui servent de matière première brute pour la production, dont les croyances religieuses ou culturelles minoritaires sont instrumentalisées et servent de bouc émissaire pour renforcer les hégémonies culturelles dans leurs diverses variantes religieuses ou raciales suprémacistes, pour les milliards de femmes dont le travail régénérateur et affectif, tant à la maison que sur le lieu de travail, n'est pas reconnu, pour les populations indigènes dont la vision du monde a été systématiquement détruite et pour les millions d'espèces non humaines qui sont poussées au bord de l'extinction, le statu quo était et est de plus en plus tout sauf sûr.

Un G ND qui présente les crises écologiques comme une menace mondiale sans en indiquer l'économie politique a des implications malthusiennes inquiétantes dont il faut tenir compte. Dans le livre de 1968 "The Population Bomb", l'auteur et écologiste Paul Ehrlich a décrit un bidonville de New Delhi depuis la fenêtre de son taxi comme une "foule infernale", décrivant sa peur de ne pouvoir éventuellement retourner à son hôtel et sa reconnaissance d'avoir vécu "émotionnellement" ce qu'il a appelé la "surpopulation".

Cette perception est ancrée dans la crainte qu'un plus grand nombre de corps en quête d'une "bonne vie" ne soit pas viable pour ceux qui détiennent déjà de tels privilèges. L'imagerie autour de

la “menace” efface les histoires coloniales et impériales de la domination euro-américaine (ou brahmanique hindoue pour un analogue indien). Les 10 % les plus riches de la population sont responsables de 50 % des émissions mondiales par exemple. En Inde, la personne la plus riche consomme 17 fois plus que la plus pauvre. Une déclaration générale selon laquelle le changement climatique est une “menace”, sans un attachement obligatoire à l’inégalité mondiale en matière de consommation, pourrait donc être facilement interprétée comme écofasciste.

Un appel à des alternatives au développement pour un monde pluriel et juste

Une DDN a le potentiel d’être un puissant défi à des aspects importants du statu quo. Cependant, s’il n’est pas continuellement mené par des mouvements de base et des luttes pour le changement politique, il restera insuffisant, et finalement incapable d’éviter l’effondrement écologique et social mondial. Si elle n’est pas contenue dans des approches plus globales de la transformation systémique, qui reconnaissent les relations de pouvoir qui sous-tendent les modèles de développement dominants, y compris l’accumulation de capital, le contrôle centralisé de l’État, la masculinité, le racisme, le casteisme et l’anthropocentrisme, une DND n’apportera pas la paix durable, la justice et la résilience écologique que les sociétés du monde entier recherchent.

Mais puisque le projet de développement est si profondément ancré dans tous ces éléments, y compris dans l’histoire coloniale et impériale, nous devons chercher des alternatives au développement, plutôt qu’un simple développement alternatif. Cette quête nous conduit inévitablement à la réalisation qu’il n’y a pas de voie unique, pas de courant unique, mais plutôt une multiplicité de visions et de chemins : un “pluriel”. Cela ne signifie pas que tout et n’importe quoi s’accorde ; les approches qui sapent les possibilités d’épanouissement des autres ne pourraient pas faire partie d’un tel pluriel.

Le livre Pluriverse : A Post-Development Dictionary, une compilation récente de plus de 100 essais, rassemble des exemples de milliers d’initiatives qui répondent aux besoins et aux aspirations de l’homme sans détruire la terre, et minimisent l’oppression étatique et néolibérale ainsi que les injustices sociales et écologiques. Ces exemples pratiques comprennent : l’agroécologie, les biens communs, le slow food, la conservation communautaire, les monnaies alternatives et les mouvements de transition ; les visions du monde et les approches fondées sur les traditions indigènes, spirituelles et autres telles que swaraj, hurai, tao et kyosei (d’Asie), buen vivir (et ses nombreux parallèles en Amérique latine), ubuntu (et ses parallèles en Afrique), le soin des pays (d’Australie), minobimaatisiiwin (et d’autres cosmologies indigènes d’Amérique du Nord) ; des réinterprétations radicales des religions dominantes ; et des approches idéologiques ainsi que d’autres approches provenant des sociétés industrialisées ou modernes (telles que la décroissance, l’écosocialisme, l’écoféminisme, l’alter-mondialisation, le logiciel libre et la conception décoloniale).

Bien qu’elles soient très différentes les unes des autres, ces approches radicales font apparaître des valeurs et des principes communs : les biens communs et les collectifs contre l’individualisme égoïste (sans pour autant nier les identités et les aspirations individuelles), l’autonomie et la liberté avec responsabilité, le respect des droits de l’homme et de la nature non humaine, l’autonomie et la localisation, la simplicité ou les notions de “suffisance” et d’autosuffisance, la démocratie directe permettant une participation équitable de tous, entre autres.

Un GND qui remet en question les approches de développement du statu quo exige une transformation dans au moins cinq domaines de la vie :

Sagesse, intégrité et résilience écologiques : maintien des processus éco-régénératifs qui préservent les écosystèmes, les espèces, les fonctions et les cycles ; respect des limites écologiques à différents niveaux, du local au mondial ; et infusion de sagesse et d’éthique écologiques dans toutes les

entreprises humaines.

Le bien-être et la justice sociale, y compris des vies satisfaisantes sur le plan physique, social, culturel et spirituel ; l'équité entre les communautés et les individus en matière de droits, d'avantages, de droits et de responsabilités socio-économiques et politiques ; l'harmonie communautaire et ethnique ; le remplacement des hiérarchies et des divisions fondées sur la foi, le sexe, la caste, la classe, l'ethnicité, les capacités et d'autres attributs par des relations non exploitantes, non oppressives, non hiérarchiques et non discriminatoires ; et la garantie des droits de l'homme collectifs et individuels.

La démocratie directe et déléguée, où la prise de décision commence au niveau de la plus petite unité de l'établissement humain, dans laquelle chaque personne a le droit, la capacité et la possibilité de participer, et se développe à partir de cette unité vers des niveaux de gouvernance plus importants par des délégués qui sont responsables devant les unités de la démocratie directe ; et où la prise de décision ne se fait pas simplement sur la base d'un vote individuel, mais plutôt sur la base du consensus, tout en respectant et en soutenant les besoins et les droits des personnes actuellement marginalisées.

La démocratie économique, dans laquelle les communautés locales et les individus (y compris les producteurs et les consommateurs, si possible combinés en un seul en tant que "prosommateurs") ont le contrôle des moyens de production, de distribution, d'échange, des marchés ; où la localisation est un principe clé, et où le commerce et les échanges plus importants sont construits sur ce principe d'échange égal ; où la propriété privée cède la place aux biens communs, en supprimant la distinction entre propriétaire et travailleur.

La diversité culturelle et la démocratie de la connaissance, dans laquelle le pluralisme des modes de vie, des idées et des idéologies est respecté, où la créativité et l'innovation sont encouragées, où la génération, la transmission et l'utilisation des connaissances (traditionnelles/modernes, y compris la science et la technologie) sont accessibles à tous, et où l'apprentissage et l'approfondissement spirituel et/ou éthique sont au cœur de la vie sociale.

Conclusion

La pandémie COVID-19 en cours offre la possibilité d'actualiser cette transformation. Le confinement sans précédent de l'économie mondiale, qui s'est arrêtée brutalement, a mis une pression énorme sur des centaines de millions de travailleurs qui doivent continuer à fournir des services "essentiels", souvent à bas prix, tout en étant obligés de mettre leur santé en danger, ou qui ont perdu leur salaire quotidien et leur emploi dans le secteur informel. Bien qu'il reste à voir si une société post-pandémique peut commencer à donner la priorité à ces transformations, la promesse des gouvernements et des multinationales de "revenir à la normale" dès que possible menace de plonger les gens et la nature dans une austérité d'ajustements structurels économiques jamais vécue auparavant. Il faut à tout prix résister à ce scénario dangereux.

Dans le même temps, la rhétorique de guerre utilisée contre le virus en tant qu'"ennemi commun de l'humanité" et pour assurer un retour rapide aux processus mortels de la spéculation financière et des prévisions de croissance "business-as-usual" implique une fois de plus directement une attaque frontale totale contre la nature. Cela intervient à un moment où le rétablissement des relations avec le monde vivant et non vivant n'a jamais été aussi crucial.

Un GND dans une situation de reprise post-pandémique a, de manière inattendue, ressemblé encore plus étroitement au New Deal original d'après les années 1930. Cependant, cette fois-ci, un accord "vert" ne peut être centré sur l'écologie et adapté aux urgences des crises sociales et écologiques

combinées que si les organisations d'entraide et les mouvements sociaux de base sont à la fois les moyens et les fins par lesquels un GND émerge dans la pratique.

Un GND doit fondamentalement changer la façon dont les humains se traitent les uns les autres selon des critères de race, de classe, de sexe et de caste, mais aussi en termes de relations avec la connectivité temporelle et spatiale du monde vivant et non vivant. Le nouveau coronavirus est là pour nous rappeler la proximité, voire l'inséparabilité, entre l'homme et la nature. C'est l'hyper-connectivité du capitalisme mondial qui comprime l'espace et le temps pour exacerber la voracité par laquelle les pandémies se propagent, mais qui accentue aussi les inégalités entre ceux qui vivent et ceux qui meurent à cause d'elles.

Pourtant, cette proximité est l'anathème des logiques de développement du statu quo dans lesquelles le contrôle sur les autres humains, sur la nature, sur les rythmes spatiaux et temporels du monde vivant est la raison d'être de ce que signifie le progrès. COVID-19 est apparu pour faire sauter cette perspective, et toutes les tentatives seront faites pour effacer cet épisode de nos esprits collectifs afin d'avaler à nouveau le mythe d'un avenir "toujours meilleur" en essayant de plus en plus de séparer l'homme de la nature.

Nous ne devons pas laisser ce récit être le message à emporter de cette crise sanitaire. Nous devons plutôt tirer parti de ce moment précis : la crise a également donné lieu à de nombreuses initiatives visant à créer des réseaux de solidarité pour aider les personnes les plus touchées, même dans les sociétés fortement individualisées, a engendré une nouvelle recherche de reconnexion éthique et spirituelle avec la terre, et a créé une nouvelle légitimité pour des initiatives alternatives radicales de localisation ouverte, d'autonomie et d'autosuffisance. Ces initiatives peuvent constituer la base de nouvelles voies plurielles vers un monde juste, équitable et durable. Elles devraient également être la base de ce à quoi devrait ressembler un GND pour l'avenir.

Vijay Kolinjivadi
Ashish Kothari

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.S.

Vijay Kolinjivadi est un chercheur post-doctoral à l'Institut de politique de développement de l'Université d'Anvers en Belgique.

Ashish Kothari est basé en Inde. Il est associé à Kalpavriksh, Vikalp Sangam, et Global Tapestry of Alternatives.

Merci à Jacques Berthelot pour avoir traduit en français.
Une version plus longue de ce billet a été publiée dans Jamhoor.

Source :
https://undisciplinedenvironments.org/2020/05/26/how-new-is-the-green-new-deal-for-the-global-south/